

Source : <http://museedelaresistanceenligne.orgJournal>

« Journal des Marches et Opérations » (JMO)

du commandant des FFI de Bretagne : Colonel Albert-Marie EON

Contexte historique

Né le 29 novembre 1894 à Versailles (Seine-et-Oise) d'un père lieutenant d'infanterie, Albert-Marie Eon fait ses études au Prytanée militaire de La Flèche puis intègre l'École spéciale militaire le 23 septembre 1913 (promotion Croix du Drapeau). Après à peine un an d'école, il en sort le 6 août 1914 avec le galon de sous-lieutenant. Il est affecté de 1920 à 1921 dans les troupes d'occupation de Haute-Silésie. Promu capitaine le 30 juin 1921, il effectue des temps de commandement et d'instruction à l'École d'artillerie. Le 31 octobre 1926, il rejoint l'École supérieure de guerre pour en suivre les cours jusqu'en novembre 1928. Il y obtient le brevet d'état-major. Affecté ensuite à l'état-major du commandement supérieur des troupes du Maroc, il y reste cinq ans. De 1934 à 1936, il effectue un temps de commandement avant d'enchaîner sur un important stage de deux mois auprès de l'armée rouge en Russie en juillet-août 1936. Diplômé de langues orientales, il est alors l'un des rares officiers français à parler le russe. A l'automne 1936, il est versé comme instructeur à l'état-major de l'École de liaison et des transmissions. En septembre 1939, à la mobilisation, il rejoint l'état-major de l'armée. Il sert en 1940 à l'état-major de la 8e armée. Fait prisonnier le 22 juin 1940, il s'évade le 22 juillet 1940.

En décembre 1940, il est affecté en Afrique du Nord. Chef de corps du 64e régiment d'artillerie, il est promu au grade de lieutenant-colonel le 25 mars 1941 puis à celui de colonel le 25 décembre 1942. Albert-Marie Éon reprend le combat en Tunisie de 1942 à 1943 à la tête du 68e régiment d'artillerie. En parallèle à ces activités militaires, il est agent de renseignement pour le compte du réseau polonais PSW-AFR. Par les renseignements qu'il fournit au Haut commandement allié sur l'organisation du plan de défense des côtes atlantiques du Maroc, il contribue activement au débarquement américain au Maroc du 8 novembre 1942. A la fin de la campagne de Tunisie, il est affecté au commandement du Centre d'organisation d'artillerie du Maroc à Fès. Ce poste sédentaire ne lui convenant pas, il se fait rayer des cadres de l'Armée d'Afrique du Nord pour rejoindre Londres.

Le 8 avril 1944, il est dirigé sur le Bureau central de renseignement et d'action (BCRA) à Londres et incorporé le 21 avril. Il suit alors les stages « paramilitaire » à Guely et « sécurité » à Beaulieu. Il est affecté dans le Corps des Parachutistes de missions Spéciales avec un grade d'assimilation de lieutenant-colonel. Le 5 juillet 1944, le général Koenig, commandant en chef des Forces françaises de l'intérieur (FFI), le nomme commandant des FFI de Bretagne. L'objectif fixé au colonel Éon, dans le cadre de la mission Aloès, est « de placer sous son autorité l'ensemble des forces résistantes de la Bretagne ». Selon l'historien Christian Bougeard : « le colonel Éon doit prendre le commandement des FFI bretons et coordonner leurs actions avec les Américains, ainsi que le colonel Passy. Les Américains qui se méfient des FFI et surtout des communistes voudraient que la mission Aloès obtienne le désarmement des combattants dès l'arrivée de leurs troupes. » Dans la nuit du 4 au 5 août 1944, la mission Aloès est parachutée sur le terrain Bonaparte à 15 km au sud de Guingamp, près de Kérien. Trente officiers en tout. Le colonel Éon établit la liaison avec la 3e armée du général américain Patton puis participe à la libération des Côtes-du-Nord et de la poche de Brest.

Le 30 novembre 1944, il rejoint la Direction générale des Etudes et Recherches (DGER) au sein de la compagnie des services n°1 ayant pour tâches la liquidation du service action du BCRA et la préparation d'une force spéciale aéroportée. En effet, les services spéciaux des Forces françaises combattantes avaient employé, de 1940 à 1945, plusieurs milliers d'agents – qui avaient reçu une longue et coûteuse formation dans les écoles alliées. Ce personnel d'élite, engagé sur les théâtres d'opérations en France, Allemagne et Extrême-Orient, se trouva désorganisé à la fin des hostilités par suite de démobilisations massives. Or, dès juillet 1945, le Commandement avait compris l'intérêt qu'il y aurait par l'Armée nouvelle à pouvoir disposer de ce personnel. Ce fut dès lors la mission confiée au colonel Éon. De juillet 1945 à la fin de l'année 1946, celui-ci - promu général de brigade avec prise de rang au 20 mai 1946 – s'occupe d'examiner la situation des parachutistes des

missions spéciales et ouvre plusieurs centres d'entraînement destinés à combler les lacunes de leur formation militaire. A la suite du travail effectué par le colonel Éon dans les centres de Pezou (Loir-et-Cher) et de Beynes, sur 1 500 parachutistes du BCRA survivants à la fin des hostilités, 700 furent considérés comme « récupérables ». Au camp de Frileuse, les anciens parachutistes recevaient une formation de trois mois pour être brevetés chef de section d'infanterie aéroportée.

En 1947, l'expérience prend fin au grand regret du général Éon qui s'en plaint auprès du ministre de la Guerre dans un courrier daté du 29 août 1947. Cette année-là, les dossiers de 15.000 volontaires issus des Forces françaises Combattantes, y compris les parachutistes des missions spéciales, sont soumis à la décision du ministre en vue de leur homologation. Selon le général Éon, il était impossible de traiter leur cas par des commissions administratives jugeant sur des pièces et que seul leur regroupement comme ce fut le cas à Pezou et à Beynes pouvait permettre leur intégration dans l'Armée nouvelle. Selon lui, certains parachutistes ont réussi à réintégrer l'armée sans formation alors que d'autres, « parmi les meilleurs, écœurés par ce système arbitraire, se sont fait démobiliser, privant l'encadrement de notre armée d'éléments de haute qualité ». À partir du fichier des volontaires spéciaux aéroportés, le SDECE (Service de documentation extérieure et de contre-espionnage) va créer en 1947 son service Action placé sous le commandement de Jacques Morlane. Le service Action est chargé de la planification et la mise en œuvre des opérations clandestines : sabotages, destructions de matériel, assassinats ou enlèvements de personnes.

Quant au général Éon, il reçoit en 1947 le commandement de la subdivision militaire d'Albi. Après une mission en Extrême-Orient en 1951-1952, il quitte l'armée. Le général de division Éon est décédé le 20 mai 1970 à Casablanca (Maroc). Il était grand-officier de la Légion d'honneur.

Auteur : Fabrice Bourrée

Sources :

Renseignements communiqués par François Amelineau

SHD Vincennes, 16 P 209 959 et 7 U 784

Bougard Christian, *Histoire de la Résistance en Bretagne*, Paris, Éditions Jean-Paul Gisserot, 2002, p. 106.

